



Comptes-rendus compilés
d'une série de Groupes d'échange de pratiques
sur la préparation du colloque du GIS Démocratie et Participation

Contexte

L'Institut de la concertation a proposé une contribution de praticiens au colloque du GIS "Démocratie et Participation" sur le thème suivant : "Chercheur.es et acteur.es de la participation : liaisons dangereuses et relations fructueuses" (29 et 30 janvier 2015). Il s'agissait de proposer à des praticiens de venir témoigner et réagir en tant que professionnel(le)s et/ou acteurs/actrices de démarches participatives à chacune des séquences de ce colloque, y compris sans avoir approfondi de démarches avec la recherche. C'était pour nous une occasion constructive et réaliste de faire progresser les échanges entre les acteurs et les chercheurs sur la participation.

Nous avons proposé à nos membres de préparer ces interventions ensemble lors de Groupes d'Echange de Pratiques (GEP) dédiés à nos rapports et nos attentes vis à vis de la recherche, puis de porter ces éléments dans le colloque.

L'objectif était de mobiliser des volontaires pour participer au colloque du GIS, en tant que "discutants" aux côtés d'un chercheur pendant les ateliers.

Plusieurs Groupe d'Echange de Pratiques ont eu lieu :

- Paris, le 30 septembre
- Bordeaux, le 8 octobre
- Echirrolles, le 3 octobre
- Montpellier, le 9 octobre
- Marseille, le 9 octobre

Ils ont réuni une cinquantaine de participants, dont une dizaine est ensuite venue au colloque en tant que discutants praticiens.

Ce document présente un compte-rendu de chacun de ces Groupe d'Echange de Pratiques.

Paris

30 septembre 2014

Présents : CHAMPON Marine, ROSENBERG Suzanne, MORE-CHEVALIER Lise, BENEVISE Françoise, MASSE Gaëlle, BOINOT Olivier, MORANDINA Laure, RENK Alain, GUERIN Aline, ANIZON Lucie.

Introduction

Présentation par Aline Guérin de l'Institut de la concertation, du GIS, du colloque, de la réponse de l'IC à l'appel à contribution lancé par le GIS, de la méthodologie.
Tour de table de présentation de chacun.

Formation de groupes de 4 (2x45 minutes)

(Prise de note non exhaustive)

Les différences fondamentales entre chercheurs et praticiens :

- Les objectifs
- La temporalité, les rythmes. On parle de manque de respect du rythme des autres, les chercheurs peuvent avoir tendance à imposer leur temporalité aux autres.

Les similitudes :

- La question de la neutralité du chercheur, comme celle du bureau d'étude, vis-à-vis de son objet

Les difficultés :

- Le flou qui entoure leur rôle, leur périmètre d'action ; parfois on attend trop de la recherche. Il peut y avoir une distorsion entre les attentes des citoyens et le travail du chercheur.
- Il y a un manque de compréhension, notamment à cause du manque de langage commun.
- Le coût de la recherche, qui peut être très élevé.
- Les chercheurs ont tendance à être « dans leur bulle » ; ils sont peu reconnaissants des formes différentes de recherche, seule la recherche traditionnelle est légitime à leurs yeux. Il y a un manque de reconnaissance de la recherche-action notamment, ou de la co-écriture. L'imperméabilité de la recherche et de la pratique en France empêche une vraie collaboration.
- La transversalité qu'implique la recherche sur la concertation/participation est bloquée par le regroupement en discipline imposé par la discipline universitaire.
- Les chercheurs sont parfois réticents à entrer dans un champ disciplinaire dans lequel il n'y a pas encore de référence (par exemple, architecture).

Les avantages :

- Il y a aujourd'hui des jeunes qui remettent en cause les barrières, et des chercheurs impliqués depuis le début dans la collaboration praticien chercheur qui défendent les formes hybrides de la recherche.
- Leur regard décentré stimule la discussion, leur méthodologie rigoureuse peut être très utile, leur recul peut permettre une approche sur le long terme que l'on n'a pas forcément en tant que praticien.
- Le croisement des savoirs est très intéressant.
- Les sciences dures notamment permettent de désamorcer les discussions.
- La validité scientifique et la légitimité des études sont mieux plus assurées que quand ce sont des bureaux d'études qui le font.

Synthèse / grille de lecture à garder en tête lors de la prise de connaissance des communications présentées au colloque :

Question sur la méthodologie de recherche :

- Quels sont les apports de la recherche dans une situation de projet/problème, à ne pas confondre avec la question : quel est le rôle des usagers/chercheurs dans une situation de recherche participative ? Attention à la tension entre chercheurs/objets et collaboration entre chercheur et usagers chercheurs. Est-ce que les recherches parlent d'objets (ou de situations) co-construits ?
- Est-ce que travailler sur la participation implique d'accepter le postulat que d'autres que les chercheurs ont des compétences au sujet de cette question ? Qui intervient dans la construction du savoir sur la participation (chercheur, praticien, citoyen) et comment ?
- Est-ce que cette recherche remet en cause le modèle « le citoyen témoigne », « le chercheur analyse », « le praticien préconise » ? Est-ce qu'à la fin, le modèle a pu évoluer ?
- L'objectif du colloque est-il de produire de la connaissance sur la participation ou sur la recherche sur la participation ? Séparation recherche collaborative / recherche en concertation ? Question du respect du savoir de l'autre ? Cela pose la question de la place de chacun, de la porosité entre recherche, mise en pratique, ou pratique et mise en recherche.

Question sur « l'utilité », le rendu de la recherche :

- Est-ce que la recherche permet d'enrichir la conception des praticiens de ce que sont leurs pratiques ?
- Est-ce que les catégories utilisées dans la recherche sont utilisables dans la pratique ?
- Et plus largement le langage ?
- Quel retour opérationnel de la recherche ?
- Quel retour pour les sujets de l'enquête ? quel retour pour les chercheurs ? Quelles suites ?
- Quelle manière de valider les résultats ?
- S'entendre sur le résultat attendu, les formes, être transparent dessus.
- Importance de l'accès aux données. Est-ce que les données brutes de la recherche ont été transmises, ou bien y a-t-il toujours le prisme de l'interprétation ? De même, il faut que le chercheur puisse aussi publier ses données, pour pouvoir continuer ses recherches.

Sur le « rôle » et la « place » de chacun :

- Quelle est la place des chercheurs dans le privé ? Quelle place du privé dans la recherche ?
- Qui est-on, dans quel cadre, pour quel objectif ?
- Comment se définir, praticiens/chercheurs/usagers ? On ne s'auto-définit pas tous comme praticiens, chacun est différent selon les jours. Est ce que la recherche présentée répond aux questions suivantes :
 1. Repérage de qui est qui
 2. Comment ce « qui » s'est défini ?
 3. Quoi de nouveau ?
 4. Comment la recherche a-t-elle facilité / peut-elle aider la rencontre entre chercheur / praticien / usager en incluant les hybrides, comment créer les conditions de la confiance entre toutes ces personnes ?
 5. Est-ce que cette recherche a facilité la mobilité entre les rôles ou rigidifié les rôles dans le respect des identités (chercheur en tant que usager / que chercheur / que praticien) ?

Points d'attention « hybrides » :

- Quel financement pour la recherche ?
- Est-ce qu'on parle de recherche (en train de se faire) ou d'expertise (processus dans lequel un chercheur a été mobilisé pour traiter d'un sujet donné) ?
- Différences de **temporalités** entre celle des acteurs de la recherche et celle des autres, et méconnaissance de celles-ci.
- Mettre la recherche au service du monde public ?

Intervention de Marianne, linguiste

Attention à ne pas concevoir une entité unique homogène « les chercheurs », « la recherche » ou « les praticiens ».

Dans son boulot, Marianne n'a pas toujours de rapport avec les praticiens. Il n'y a pas de demandes de la part des praticiens, ils sont plutôt instrumentalisés.

Il est nécessaire de se demander si les questions qui intéressent les praticiens sont des questions auxquelles les chercheurs peuvent répondre.

Les conditions ne permettent pas toujours d'exploiter leur compétence. Il y a une part de négociation entre demande et réponse. Ceux qui expriment leur demande posent leurs conditions, mais les chercheurs aussi doivent poser leurs conditions → **reconnaissance mutuelle des conditions de travail**. Il faut permettre aux chercheurs d'exprimer leur expertise.

A éviter : un positionnement de confrontation immédiat, il faut reconnaître les exigences de chacun.

En France la recherche est publique, donc il y a forcément une forme de devoir de restitution face à ceux qui payent les impôts. Ça fait partie du boulot. On a tout à gagner à pousser les chercheurs à s'intégrer à des contrats de recherche publics. Ça oblige à l'interdisciplinarité, ça ouvre à des terrains inconnus. Mais il ne faut pas les « obliger ». Il faut que les instances qui financent la recherche fassent passer la nécessité de mettre les chercheurs sur les demandes du public.

Même problème chez les chercheurs que chez les praticiens : quel suivi ? Quel retour pour les participants à l'enquête et pour les chercheurs ?

Montpellier

9 octobre 2014

Présents :

- Thomas Wolff, association Centre des pratiques de la coopération
- Clément Geney, consultant
- Bob Brac de la Perrière, association BEDE
- Pierre-Yves Guihéneuf, Institut de la Concertation

Les principales idées dégagées lors de la discussion sont les suivantes.

1. Les niveaux d'engagement des chercheurs embarqués dans des processus de concertation sont divers : certains chercheurs y voient un moyen de disposer d'une place d'observateur, plus ou moins participant, en tout cas conservant une posture de recul critique ; d'autres s'engagent dans ces processus en tant qu'acteurs, pilotent parfois même des processus de concertation, y prennent des risques en s'engageant. Aucune de ces façons de faire n'est à privilégier, mais elles impliquent des postures différentes.

2. On participe vraiment quand on est dans un espace sécurisé. Est-ce que la présence d'un chercheur y contribue ? Pas toujours. Au contraire, dans certaines situations où des acteurs sociaux prennent des risques par des actions militantes à la limite de la légalité (cas de faucheurs OGM...), la liberté de parole du chercheur peut leur faire courir des risques. Au nom de leur liberté, les chercheurs s'estiment non redevables envers ceux qu'ils observent. Dans ces situations, travailler avec des chercheurs est possible mais une sorte de contrat préalable est nécessaire, portant notamment sur le degré de confidentialité à préserver. Un droit de relecture des publications du chercheur peut également faire partie des bonnes pratiques à promouvoir. Sans cela, le chercheur est potentiellement un observateur dont on va se méfier, à qui on ne dira pas tout et qui fera donc une analyse erronée des situations qu'il observe.

3. Le chercheur embarqué devrait avoir une obligation de rediffuser ses analyses vers les personnes qu'il a observées. Il n'est pas toujours capable de le faire dans un langage compréhensible : l'action de "passeurs" est alors nécessaire.

4. Les attentes formulées envers la recherche :

- Contribuer à populariser la notion de participation ou de concertation auprès du grand public. La participation n'est pas connue du grand public. Les chercheurs, qui disposent d'un certain accès aux médias, pourraient contribuer à la faire connaître (cf. 5. Vulgarisation des travaux de recherche)
- Contribuer à rénover les dispositifs de participation. Depuis la conférence de citoyens, puis le forum ouvert, on n'a pas inventé grand chose... Il faut faire preuve de créativité et contribuer à élaborer de nouveaux outils, par exemple en mobilisant les outils numériques. Il y a actuellement peu d'expérimentation, de dispositifs. Cela suppose d'une part une coopération entre chercheurs et praticiens, d'autre part un travail en interdisciplinarité de la part des chercheurs.
- Le GIS est très orienté vers la démocratie participative dans les collectivités. Il faut parler de la démocratie dans les entreprises, des changements organisationnels dans les services publics (par exemple, comment associer les usagers dans des organismes comme la sécurité sociale ?). S'intéresser à la façon de mettre l'usager au cœur des décisions publiques en général. Voir l'expérience Mind lab (Danemark).

5. La vulgarisation des travaux de recherche.

- Oui, mais le support papier est-il pertinent ? Pourquoi pas des "scribing filmés" (voir : <https://www.youtube.com/watch?v=zDZFcDGpL4U>).

- Peut être serait-il pertinent de commencer à se placer dans la peau des utilisateurs des supports et de fournir des supports leur convenant.

- Possibilité de s'inspirer des pratiques "agiles" (ex: running lean : <https://www.youtube.com/watch?v=LyX2UDhyiIo>) pour le réaliser et être certain de la bonne utilisation

6. Le pilotage de la recherche.

Pourquoi ne pas faire rentrer des citoyens tirés au sort dans les instances du GIS ?

Bordeaux

8 octobre 2014

Présents. Olivier Bernard (La Cub) - Corine Caudron (CG33) - Julie Chabaud (M21, CG33) - Laurence Duprat (Graine Aquitaine) - Medhi Hazgui (Conseils & Etudes Sociologiques) - Sébastien Keiff (M21, CG33) - Karine Lancement (Ville de Pessac) - Marianne Lefort (C2D, La Cub) - Antoine Luginbühl (Association Passeurs) - Mélinda More (Defis 21.oi) - Damien Mouchague (C2D, La Cub)

Éléments de contexte

Ce groupe de techniciens comporte pour une grande part des personnes travaillant pour des institutions publiques. Par ailleurs, nombreux sont ceux (toujours parmi les gens autour de la table) qui ont des relations de travail plus ou moins régulières avec le monde de la recherche. Ce qui ressort des échanges est donc bien évidemment teinté de ces caractéristiques et ne reflète pas forcément ce que pensent l'ensemble des praticiens, dont on sait par exemple que certains estiment produire eux-mêmes la connaissance qui leur est nécessaire et considèrent que la recherche ne sert à rien.

Synthèse de l'état d'esprit des praticiens aujourd'hui

- L'anamour – la déception : La « pratique » (en tous cas les praticiens présents) aime la « recherche » (qui peut leur apporter un corpus théorique, un éclairage, un sens à sa pratique) mais a le sentiment qu'elle ne le lui rend pas (ou alors avec condescendance) et du coup critique la recherche.

- Le déséquilibre : les relations, jamais d'égal à égal, mais de « sachant » à « non sachant », inhibent la discussion, empêchent le débat et donc les enrichissements mutuels qui seraient perçus d'égale qualité, d'égale valeur.

- Pensée partielle, pensée unique : « *les champs disciplinaires convoqués en France sont très étriqués autour de Sc po et socio : manque histoire, géographie, anthropologie, aménagement, droit, psycho...* ». Ce manque de pluralité dans les approches se traduit (se double ?) notamment par une idéologie « mainstream » (à laquelle on peut par ailleurs adhérer), qui donnerait LA voie à suivre pour faire de la « bonne » participation.

- Vers le délaissement ? La pratique ressent son importance toute relative aux yeux de la recherche (en comparaison aux travaux de celle-ci) comme dévalorisante d'une part, et surtout dommageable pour la recherche et pour elle-même d'autre part. La pratique voit et vit « en direct » les évolutions du monde, les changements sociétaux (« *titiller la recherche sur l'adaptation des cadres d'analyses qui ne correspondent peut être plus du tout au monde tel qu'il est* »). Ces deux expériences l'amènent progressivement à se détourner du monde de la recherche... Alors même que son besoin et son désir d'échange sont réels. La pratique peut éclairer la recherche, en fonction de ses constats, sur quels rôles (thèmes, places) celle-ci pourrait intervenir.

Ça ne vous rappelle rien ? Les relations élus/administrés sans participation citoyenne...

Des relations verticales qui ne semblent plus en adéquation avec l'évolution du monde et donc des besoins

- **Constats généraux / contexte**

- Le monde change, et avec lui les valeurs, le sens des choses, les horizons possibles. Au sein de ces bouleversements, les postures et pouvoirs de chacun se redéfinissent. Quelle part la recherche prend-elle ? Quelle responsabilité endosse-t-elle en bougeant, ou en ne bougeant pas ?
- Un fonctionnement sociétal en général et un domaine de recherche en particulier (la participation) basés sur des relations horizontales entre les acteurs
- L'émergence de nouveaux savoirs, de nouvelles légitimités

- **Constats particuliers sur les relations chercheurs - praticiens**

- Un modèle de relations académiques qui a du mal à évoluer : vertical et descendant, du chercheur (en surplomb) vers le praticien (*« je ne veux pas savoir ce que vous faites, encore moins en discuter avec vous, mais je fais un cours dessus. Ma vision est pure »*) => relations déséquilibrées
- Consensus :
 - Les praticiens nourrissent le monde de la recherche, font remonter des infos, des questions, mais n'ont que très rarement des retours (*« il n'y a pas de démarche des chercheurs pour faire retour vers les praticiens sollicités pour leur recherche »*). D'ailleurs, aura-t-on des retours sur ces travaux des GEP pour lesquels les praticiens sollicités ?
 - Différence de posture entre la recherche académique et la recherche action.
- Dissensus :
 - Les praticiens pourraient « boycotter » les travaux de recherche, refuser de fournir les terrains et les données si une réciprocité n'est pas engagée (à savoir un retour). Pourquoi pas une charte du comportement des acteurs, et notamment du chercheur (dans le cadre d'une recherche-action) ? Tu es libre de ta recherche, mais il y a - a minima - un rendu, un échange... Principe de « droit du contradictoire » : le chercheur n'est pas juge de la situation observée, il peut y avoir une autre lecture à laquelle le chercheur doit s'ouvrir, voire accepter un « droit de réponse ».
 - Si la recherche doit servir à quelque chose (à savoir produire de la connaissance pour éclairer le monde), elle n'est pas là pour servir quelque chose ou quelqu'un (le chercheur ne répond pas à une commande, il est impartial). Il ne peut donc pas être soumis à une obligation de retour.
- Du point de vue des chercheurs, les savoirs et leurs légitimités semblent ne pas se valoir. Il y a des différences de statut, de hiérarchie (*« le jury d'une VAE n'arrive pas à admettre qu'un praticien puisse passer une thèse en VAE ou puisse prétendre accéder à un statut de chercheur sur la base d'acquis d'une expérience »* ou encore *« Les chercheurs sont « mal à l'aise » sur l'hybridation des savoirs, entre disciplines académiques (ça se fait de plus en plus), entre types de savoirs (techniques, de sa propre vie...) et la légitimité de chaque type de savoirs sans hiérarchie »*).
- La question de la responsabilité de la recherche est aussi posée par le groupe.

- La recherche est-elle au-dessus du tapis, en projecteur parmi d'autres projecteurs ? Ou bien la recherche est-elle au milieu du tapis ? Là encore, des différences de positionnement entre la recherche académique et la recherche action. Quand le chercheur est en position académique, on sait où il est. La posture en recherche-action au contraire implique de redéfinir la place et le rôle de chacun. Comment travailler à un enrichissement réciproque citoyens – praticiens – chercheurs ?...
- Cette question de la responsabilité implique aussi de se questionner sur la posture médiatique du chercheur dont le poids de la parole masquera toute analyse différente.
- Bataille / lutte de pouvoir entre « les élites »¹ (la recherche, les élus), dont sont absents (ou accessoires) les praticiens et les citoyens. Le rapprochement fait entre les élus et les chercheurs n'est pas arbitraire : les élus aussi parfois font obstacle aux retours à faire à la population (« *La question peut se poser au commanditaire également : quel rendu des travaux, quel engagement dans la restitution ?* »). Chacun garde son pouvoir.

La question des objectifs comme préalable à toute proposition

- Constats
 - Les objectifs des praticiens sont clairs : militants, ils œuvrent pour développer, mettre en place, améliorer la participation.
 - Quels sont les objectifs de la recherche ?
- Alertes / préconisations :
 - Si l'objectif des chercheurs est aussi (entre autres) de faire avancer la participation, alors il faut plus de liens (quantitatifs et qualitatifs : horizontalité) entre chercheurs et praticiens :
 - Des rendez-vous réguliers sont souhaitables et souhaités par les praticiens.
 - Les praticiens pourraient-ils servir de médiateurs (« *on traduit par exemple en image... c'est quelque chose que l'on peut apporter au monde de la recherche* » ou encore « *démarches citoyennes : liens entre les savoirs populaires et l'éducation populaire et la recherche* ») entre les chercheurs et le grand public, dans une philosophie d'éducation populaire dans un sens et d'information sur les aspirations et les besoins (en terme d'armes intellectuelles) de la population dans l'autre ?
 - Les chercheurs doivent passer d'une posture de « chercheurs qui se prennent la tête » à des postures de « têtes chercheuses » : qu'ils aillent où la pratique n'a pas le temps d'aller. Pour arriver à ça, ils ont besoin des praticiens, on peut manifester des intuitions. Exemples :
 - la « e-participation »
 - la mobilisation : pourquoi les gens ne viennent pas ?

¹ Cette concurrence se traduit par des revendications respectives de « meilleure place pour comprendre » : La majorité des chercheurs revendiquent une posture de neutralité et d'objectivité impartiale face aux élus dont la position est partielle, les praticiens quant à eux n'ayant aucun pouvoir. Les élus pour leur part se représentent souvent les chercheurs comme perchés dans leur tour d'ivoire, à critiquer l'action politique sans proposer de solution. Cependant, on peut constater que les rapports entre ces « élites » peuvent être différents lorsqu'on passe de l'échelle locale à l'échelle nationale, au plus haut niveau : les chercheurs sont plus souvent écoutés par les hautes sphères du gouvernement (cf. Morin, Bourdieu, Tirole, et bien d'autres).

- Le rapport à la recherche peut parfois nuire aussi à la pratique (les liaisons peuvent être dangereuses pour les praticiens aussi) : aujourd'hui, s'affilier à la pensée de la recherche porte le risque pour la pratique qu'elle se décale (trop éloignée) des réalités de travail dans son « monde », pouvant générer au mieux une incompréhension, au pire un rejet des acteurs locaux (société civile organisée, collègues, élus...). Parfois, travailler dans l'état d'esprit prôné par la recherche peut consister à se tirer une balle dans le pied.
- Questions :
 - Pourquoi les chercheurs questionnent-ils aujourd'hui leurs relations aux praticiens ? de quoi cela découle-t-il ? Quelle est la motivation du GIS aujourd'hui ?
 - Les chercheurs rejoignent-ils les constats ? Par exemple :
 - S'interrogent-ils sur la pertinence ou la légitimité de leurs travaux ?
 - Sur le fait d'être « dans la bonne pièce », d'éclairer les bonnes personnes sur le bon sujet ?
 - En quoi pour vous les relations aujourd'hui sont éventuellement insatisfaisantes ? « liaisons dangereuses » ? Quel est selon vous le danger potentiel ? Que craignent les chercheurs ?
 - S'agit-il uniquement de créer des rencontres, un réseau ?

La question du temps de la recherche versus le temps de l'action

- Le monde de la recherche n'est pas dans la prestation de service. Mais nécessité de clarté des règles du jeu et de la posture.
- Question des postures : chercheurs engagés, chercheurs militants : la question des temps, question de l'agilité dans l'observation de la société. Distorsion entre les développements de la recherche et de développement des raisonnements // « transcriptions » dans la vie réelle.
- Objectif de la recherche pour les praticiens : mettre du sens dans nos pratiques. Dichotomie entre 3 ans de recherche et évolution constante de la société. => Se rencontrer, créer les conditions de cette rencontre, de la médiation, de l'éthique de la rencontre.

Nos envies

- Les choses auxquelles les chercheurs pourraient s'intéresser : l'évolution de la production (et des modes de production) des savoirs, qui génèrent une (d') autre(s) pensée(s) :
 - *« université populaire des parents : pendant 3 ans, les parents deviennent des chercheurs ... il serait bon que le monde de la recherche s'y intéresse »*
 - *« il faut accepter de changer les supports, plus personne n'a envie de lire une thèse, le jargon n'est plus adapté »*
 - *et peut-être produire une connaissance plus ou mieux adaptée, de manière à être saisie plus facilement par la pratique ? Sans bien sûr avoir à transformer le sens des résultats de la recherche ou trahir la « neutralité » des chercheurs.*

- Un œil ailleurs :
 - « *Dans de petites communautés insulaires c'est très facile de mobiliser. Exemple de la façon dont les maoris en Nouvelle-Zélande sont capables de mobiliser en très peu de temps* »
 - « *Exemple d'un cours à Berkeley où l'enseignant est assis avec les étudiants* » : le savoir ne descend plus, il inclut.

Bémol : Culture française de la participation et donc question de la transposition des modèles ?
- Bon, qu'est-ce qu'on fait maintenant ? Nos appels du pied :
 - « *Question de l'échange des pratiques avec mise en perspective par la recherche, des temps de travail commun, des séminaires réguliers.* »
 - « *Avoir des collaborations avec des master recherche.* »
 - « *Vive le GIEP : groupement international de la participation : penser en lien avec le système démocratique mondial et local. Le monde a changé et il y a des choses sur lesquelles aujourd'hui on n'a pas le choix. On est en retard alors qu'il y a plein de choses qui se font : l'info et la connaissance circulent beaucoup plus facilement et plus vite* »
 - *Regarder ce qui se fait dans d'autres domaines, comme celui de l'aménagement du cadre de vie, au sein duquel les démarches de participation prennent appui sur l'établissement de relations étroites entre chercheurs et praticiens, notamment en ce qui concerne les questions méthodologiques.*

Marseille

9 octobre 2014

Présents :

- Jeannette Aït Ahmed, Conseil général des Bouches du Rhône
- Aurore Leconte, Compagnie des Rêves urbains
- Sofia Aliamet, Eclectic Expérience
- David Prothais, Eclectic Experience
- Etienne Ballan, ARENES / ENSP

Résumé

- Présentation de l'Institut de la concertation (IC) Missions et fonctionnement de l'IC. Gouvernance par un groupe de coordinateurs. Dynamiques locales dans certaines régions. L'IC est membre du conseil de groupement du GIS Participation depuis 2013, dans le cadre des objectifs du GIS de tisser des liens entre recherche et pratique.
- Présentation des résultats de l'enquête de l'IC de novembre 2012. Les rapports des praticiens à la recherche sont ambivalents : - opportunité pour améliorer ses pratiques (mais il n'est pas nécessairement facile de s'appropriier les résultats, problème d'accès) - crainte que le monde académique n'alimente le rapport de "défiance", donne trop d'importances à certaines problématiques et pas à d'autres
- Attentes des participants vis-à-vis de la recherche (voir détails ci-dessous) - investiguer plus finement la défiance constatée à l'égard des dispositifs participatifs - les pratiques d'accompagnement de maîtrise d'ouvrage (rôle des agences de communication, etc.) - les rapports des élus à la concertation - les méthodes et outils et ce qu'ils impliquent - échelle de la concertation / questions de cadrage
- Participation au colloque : sur les dates de novembre : Etienne, David et Sofia devraient assister au colloque. Sofia et David pourraient être discutants, en fonction des besoins de l'IC.
- l'IC en PACA ? Prochaine rencontre prévue le 11 décembre, 10h-13h, à l'école du paysage. Ordre du jour ouvert. Appel à présentations des participants, sur la base de "questionnements" à partager. Sera évoquée l'idée de renouveler ces rencontres, sur une base trimestrielle ou semestrielle.

Echanges sur les questions du colloque du GIS / Relations praticiens / chercheurs

Principales attentes vis-à-vis de la recherche :

La question de la **mobilisation**, et de la confiance que les citoyens accordent avec difficulté aux dispositifs de concertation : lutte contre la défiance de certains participants, comment convaincre les sceptiques ?

Sur la **défiance grandissante** à l'égard des dispositifs, cela reste à éclairer ; la posture critique des SHS est normale et bénéfique, mais elle aboutit à disqualifier d'emblée beaucoup de

processus. Il existe des citoyens qui reconnaissent l'intérêt du débat public, et cela ouvre parfois un parcours citoyen, voire politique pour eux. La CNDP, par exemple, critique et disqualifie les réunions publiques comme une méthode dépassée, mais elle se tire une balle dans le pied... La défiance est très présente, mais pas suffisamment investiguée par la recherche.

Les **méthodes et les outils** : comment imaginer une communauté de pratiques, notamment au niveau local. Expériences à Marseille, qui est un territoire spécifique. On a besoin de discuter avec les opérateurs locaux avant tout, avant de discuter au niveau national.

Le rôle des **agences de communication** : l'AMO concertation qui a un rôle important, s'il s'agit d'une boîte de communication, cela peut être au détriment de la qualité de la concertation. Sur ce point, l'IC correspond à une logique d'autonomisation du milieu professionnel de la concertation, par rapport à d'autres professions (notamment la communication, mais pas seulement). Cela dit, l'IC n'est pas fermé aux communicants, loin de là. Il y a un parallèle avec les collectivités : la direction de la communication est proche du cabinet, et toujours présente dans la concertation.

Il y a aussi certains angles morts dans la recherche : en tant que praticien, on a envie de poser des diagnostics qui ne sont pas entendus. Par exemple la difficulté de travailler avec les collectivités territoriales et surtout les élus. Les travaux sur les élus ne sont toujours pas très développés.

Enfin, la recherche est elle-même liée à des conditions pratiques : historiquement, elle s'est développée autour de la procédure des débats de grands projets, puis du processus. Elle dépend des terrains choisis par le chercheur par rapport aux sources de financement, à la réglementation. Ex : recherches sur conseil de développement et conseil de quartier qui émergent.

Autres points évoqués plus brièvement :

- L'analyse fine de dispositifs, les analyses du champ lexical utilisé.
- La question des échelles : à quelle échelle concerter (quartier, Euromed...)?
- Les démarches de désamorçage des conflits,
- Comment valoriser, transmettre les résultats d'une concertation, en réseau avec des acteurs secondaires ?
- Question du référendum décisionnel.
- Pb de l'autisme des institutions (qui décide de l'objet), question du plaisir non traitée.

Echirolles

3 octobre 2015

Quels liens entretenez-vous avec la recherche?

- Des relations très inégales en fonction des domaines d'intervention.
- Des chercheurs avec des rôles différents en fonction de la commande:
 - Accompagnement de la méthode des praticiens (type recherche action)
 - Prestataire de service pour mener des enquêtes auprès des habitants (ex: analyse sociale du quartier,...)
 - Expert sur une question, pour faire une mise en abime.
- Peu de lecture d'articles de recherche.

Quels points forts et faibles avez-vous identifié?

● **Points forts**

- Quand le chercheur est intégré dans l'ensemble du processus, et qu'il a un profil favorable à l'échange avec les professionnels, cela donne des résultats vraiment intéressants (changement dans les pratiques, les méthodes, l'analyse de résultat, etc.)
- Une posture extérieure qui permet aux praticiens de prendre du recul.
- Le chercheur peut donner des clefs de lecture qui semblent souvent pertinentes pour dénouer certaines problématiques.

● **Points faibles**

- Démarche complexe à mettre en place pour des raisons financières, de culture professionnelle, de temps, etc.
- Peu d'espaces de rencontre et d'échange entre praticiens et chercheurs
- Des langages parfois très différents
- Des séminaires de recherche ou colloques qui sont peu "ouverts"

Quels seraient vos souhaits? Vos préconisations?

- Nécessité de dispositifs de médiation (praticien, chercheur, habitant) bien calés afin de permettre la réussite de ce genre de coopération.
- Mettre en place des espaces de rencontre pour échanger sur les projets que chacun met en place et échanger sur les possibilités de coopération.
- Nécessité de reconnaître le travail de chercheur lorsque celui-ci travaille avec des praticiens.